

L'écho du CN !

- Bulletin de compte-rendu du Conseil national du MJCF -

Sommaire

- 1- [Actualité Générale, page 2](#)
- 2- [Voyages de solidarité, page 12](#)
- 3- [Campagne « des nouveaux droits pour les jeunes », page 13](#)
- 4- [Organisation du Conseil National, page 23](#)



1^{ère} séance
Samedi matin

Rapport présenté par Magali Cheret et Emilie Lecroq

Débat sur l'actualité générale

I/ Contexte idéologique

Parler de démocratie sous le Sarkozysme c'est un peu comme travailler dans le bâtiment en Irak ou se présenter aux élections en Colombie, c'est-à-dire prendre le risque que chaque pierre posée en faveur de débats et de luttes populaires ne soit immédiatement reléguée ou noyée par les annonces du gouvernement. Annihilé par un pouvoir qui se pense et se présente comme seul détenteur de légitimité.

Sarkozy se pose en effet en porteur de solutions pragmatiques : les seules qui puissent sortir la nation de la mondialisation sauvage.

C'est cette contre vérité que le gouvernement s'épuise à faire vivre partout et avant tout dans les médias. Ainsi le prouve les récentes annonces liées au rapport Copé, et la proposition de faire élire le Président de France télévision par l'exécutif.

Depuis des mois nous ne cessons de dénoncer le Black out partiel ou total sur les mouvements sociaux, ou toute forme de contestation. Le mouvement lycéen en fut un des principaux exemples. Tout est bon pour dévier l'information !

Ce gouvernement utilise les techniques de communication et les nouveaux médias mieux que tous ses prédécesseurs : la campagne de pub sur le pouvoir d'achat en est un exemple.

L'opposition et population sont reléguées au rôle de consommateurs, téléspectateurs, les sondages faisant office d'audimat. Tout ceci renforce l'idée qu'aucune alternative n'est possible. Les rares fenêtres de contestations sont savamment orchestrées et la place laissée à Olivier Besancenot avec sa contestation spectacle en est un signe. Il n'y a pas de temps pour aller sur le contenu développer des alternatives politiques.

Les échecs que nous avons vécus ces derniers mois doivent nous alerter : d'abord les retraites, le mouvement contre la LRU, puis contre celui les suppressions de postes, enfin les mobilisations syndicales de ces dernières semaines.

Nous le savions pour ébranler ce gouvernement il ne faut pas faire comme d'habitude. Il faut faire beaucoup plus, frapper fort. Bernard Thibault l'avait annoncé en prévoyant 1 million de personnes dans les rues le 17 juin. 700 000 personnes !!! Pour les médias c'est un échec, une simple vague de mécontentement.

Tous ces éléments ouvrent un boulevard à la droite pour avancer dans les esprits. Les luttes parce qu'elles ont un aspect décisif pour les individus persistent. C'est parce que les pêcheurs jouent leur subsistance qu'ils résistent. Mais ces luttes restent souvent corporatistes et deviennent inaudibles pour le reste de la population. Ceci nous conduit à l'explosion de luttes sur tous les territoires et dans tous les secteurs mais se retrouvent dans l'incapacité de démontrer l'intérêt général qu'elles portent et s'écroulent aussi vite qu'elles sont arrivées. Tout ceci entretient le fatalisme et nous laisse croire qu'aucune porte de sortie n'est possible.

L'individualisme se renforce alors, c'est un peu l'idée du rêve américain qui s'installe en France où chacun peut réussir par lui-même et si tu échoues « c'est de ta faute ». C'est la loi du « marche ou crève » sans jamais que l'intérêt de batailles collectives ne soit pris en compte. C'est cette logique que les réformes sur l'éducation ont mise en avant, pour laisser « réussir » les plus méritants, en s'assurant, tout de même, de l'employabilité du reste. C'est dans cet esprit que la droite avance et tue toutes contestations systémiques. Plus de remise en cause du système puisque tout échec comme toute réussite sont le seul fait des individus et leur capacité à réussir.

Face à cette montée idéologique de la droite, la gauche peine à montrer un intérêt général à résister contre ces réformes comme à construire des alternatives. Elle peine à se faire entendre comme à parler au plus grand nombre. Mais quand la gauche est en difficulté la droite elle avance !

Bien sur Sarkozy ne change pas une recette qui marche et continue de faire de la division des dominés une clef de voûte de son projet et de la préservation du pouvoir. Ainsi il exacerbe les oppositions entre la « France qui travaille » et la « république des assistés », entre « le respectueux de la culture, des valeurs et des lois de la république » et « le délinquant » fussent ils l'un et l'autre tout aussi dominés par le système, qui lui ne serait responsable de rien. Et c'est dans cette articulation des discours que Sarkozy nous interpelle tous à un moment ou à un autre. Ainsi le Rmiste, pourtant rendu responsable de tous les maux, pourra approuver le discours ultra sécuritaire de la droite. C'est une multiplication des boucs émissaires qui rend impossible tous intérêt convergent et qui permet au président d'incarner la solution pour une large part de l'électorat.

Ainsi la droite occupe toutes les sphères et tous les champs de notre société !!! Mais ceci trouve ses limites : une méfiance à l'égard des médias grandissante en particulier chez les jeunes, un contre poids lors d'élections locales qui a laissé entrevoir une autre voie, un mécontentement grandissant sur le pouvoir d'achat,... Mais là encore Sarkozy a la parade : il s'auto légitime. Elu à 53%, un vote sur projet qui ne laisse pas la place à d'autres possibles, et une ouverture gouvernementale aux forces politiques d'oppositions,... il remet les pendules à l'heure. Et pour que ceci n'arrive plus Sarkozy, la droite en général, continue d'avancer sur son projet en utilisant tout les outils possibles.

II/ Attaques de la démocratie sur tous les pans de la société

Réforme des institutions

En Europe, la droite a mis au point une stratégie politique. Pour mettre en œuvre la domination du capital, tout en captant le vote d'une partie importante des classes populaires, la droite développe une offre identitaire avec une arme redoutable : la personnalisation de la vie politique.

La réforme des institutions répond à cette stratégie avec comme mesure phare la possibilité offerte au président de s'exprimer devant l'Assemblée nationale et le Sénat, et ceci à sa demande. Pour le moment, seul le Premier ministre peut s'exprimer devant les chambres, mais son discours est sanctionné par un débat et

un vote. Ce qui sera, dans ce cas, interdit. C'est donc un président de la République irresponsable juridiquement qui prend la tête du pouvoir exécutif. La relation entre le président et les parlementaires, déjà inégale dans notre Cinquième République sera encore plus inégale qu'elle ne l'était. Et ce d'autant que le président continuera de pouvoir dissoudre l'Assemblée. C'est la séparation des pouvoirs qui est remise en cause.

La droite cherche à vendre sa réforme en avançant une « revalorisation du rôle du Parlement ». Pourtant, au menu, il y a la suppression de l'examen des amendements en séance plénière. Seuls ceux retenus par la commission des lois seront examinés.

En fait, ce qui est révélateur et qui montre la présidentialisation et la fermeture du régime, c'est le refus de la droite d'adopter les propositions de la gauche. Une part de proportionnelle aux législatives n'est pas retenue. Ainsi que la réforme du scrutin du Sénat, extrêmement favorable à la droite du fait de la surreprésentation des petites communes, a été refusée. Le droit de vote des sans-papiers est passé à la trappe.

Réforme audiovisuelle

Non content de s'en prendre aux institutions de la République française, Sarkozy s'attaque à un autre front : le service public de l'audiovisuel. La commission Copé a rendu ses propositions pour réformer France télévision cette semaine. La nomination par l'exécutif, autrement dit par Sarkozy, du président de France Télévision est révélatrice de l'idée que notre président se fait de la démocratie dans les services publics. Il nous fait faire ainsi un pas en arrière de plusieurs décennies. Après avoir la main mise sur les médias privés grâce à ses amitiés avec les grands patrons, Sarkozy prend le pouvoir sur le public, détruisant ainsi ce que l'on pouvait appeler le 4^{ème} pouvoir. Mais loin de se satisfaire de mettre sous sa tutelle France télévision, la réforme promet de mettre à l'agonie financière ce service public en ne donnant pas les solutions de financement pour un service public de qualité. En effet la suppression de la publicité est un double leurre. D'une part parce que cela permet aux chaînes privées de multiplier les recettes publicitaires en prenant le créneau du public, et parce que cela entérine une pénurie budgétaire.

Désormais avec la présidence Sarkozy tous les services publics sont mis à égalité : des suppressions partout et de la qualité en moins pour les usagers qui paieront plus pour avoir moins.

Plan Banlieue espoir

Après les événements de novembre 2005, après l'inscription massive des jeunes sur les listes électorales et le sentiment de ne pas pouvoir changer les choses et se construire un avenir décent, le gouvernement sort de son chapeau un plan banlieue espoir. Ce plan Marshall ou plan bancal, a comme seul mot d'ordre « quand on veut on peut ». Mais plusieurs questions se posent : « A qui s'adresse ce plan ? A quelle banlieue ? Pour répondre à quelles aspirations ? Et à quels besoins ? »

Loin de rompre avec la stigmatisation des banlieues et les logiques de méritocratie, ce plan nie les inégalités territoriales et fait reposer la faute sur les individus. C'est

une rupture avec la solidarité nationale. C'est dans cet esprit que s'inscrit le volet emploi du plan banlieue espoir. Le contrat d'autonomie se glisse dans la droite ligne de la réforme des institutions du marché du travail avec la fusion Unedic ANPE. Ce contrat a pour but de déboucher sur un emploi, un contrat d'apprentissage ou une formation qualifiante pouvant bénéficier d'une bourse si l'effort est respecté. Loin de se construire un avenir stable et décent ce contrat d'autonomie est une solution éphémère.

Le volet école suit la même logique et renforce l'idée d'une école à deux vitesses au travers du droit à la seconde chance et le droit à une première chance effective. Le droit à la seconde chance généralise les dispositifs palliatifs à l'éducation nationale au travers de l'école de la seconde chance et des capacités pour les post-bacs. Cette mesure renforce le désengagement financier mais surtout politique de l'Etat. Le droit à la première chance se consacre essentiellement à la formation d'une élite avec des internats d'excellence, la création de trente sites d'excellence et l'implantation d'écoles privées dans les quartiers défavorisés.

En ce qui concerne le transport et le logement : c'est un grand coup d'esbroufe. Pour les transports les mesures sont brèves : trois plans de désenclavements sur l'Ile-de-France et un appel à projet hors Ile-de-France. Initialement 500 000 euros devaient être débloqués sur le financement du Grenelle de l'environnement. Aujourd'hui, l'Etat réajuste à 220 000 euros qui ne seraient que le rattrapage aux grands chantiers d'infrastructures pour le projet Etat région 2007-2013. En ce qui concerne le logement loin des préoccupations d'inégalités territoriales et de respect de la loi SRU, le plan banlieue nous prône l'accession à la propriété.

Ce plan ne serait pas complet sans un couplet répression avec le déploiement de 4000 policiers, le recrutement de réservistes et la mise en place de milices au travers de « volontaires citoyens de la police nationale ». Vient le tour des « glandouilleurs » des ghettos sociaux, des assistés et des immigrés irrespectueux de la culture, des valeurs et des lois de la République. Ainsi la droite en profite pour enfoncer le clou de l'immigration sélective.

Le gouvernement nous promet donc des bouchées doubles pour cet été avec arrestations, expulsions et rétention qui ont déjà une part trop grande sur le quotidien des résidents étrangers.

Alors que le ministre Hortefeux paradait il y a quelques jours en annonçant presque 30 000 expulsions depuis 12 mois, ce qui correspond à 80% de plus que l'année dernière. Dimanche, le centre de rétention de Vincennes était en flammes. Une politique du chiffre qui conduit au pire. Et l'UMP est indigné. Un député de droite s'est permis d'accuser le RESF d'être à l'origine de cet incendie. En dehors de cet événement, c'est tout un système de solidarité que la droite tente de remettre en cause en jouant le jeu de la peur et de la persécution.

Ce drame, déclenché à la suite du décès d'un retenu dans ce centre, renvoie à la réalité des chiffres dont se vante le ministre : nombre de retenus de plus en plus nombreux, centres surchargés, durée de rétention qui ne cesse de s'allonger... On s'inscrit ici dans un cercle vicieux où la politique gouvernementale est entièrement consacrée à faire du chiffre. Plus le chiffre est grand, plus les conditions deviennent

insoutenables. Et plus les conditions de vie sont insoutenables, plus les drames comme celui de Vincennes adviennent. Des drames qui viennent justifier la politique du chiffre. Le serpent se mord la queue.

Le véritable scandale n'est pas que des centaines d'hommes désespérés aient incendié leur prison, mais bel est bien la chasse à l'homme de plus en plus poussée qui conduit ces hommes et ces femmes à vivre la peur au ventre de perdre demain leur logement, leur emploi, leur conjoint et leur enfants...

Et cette situation n'est pas prête de s'améliorer. Bien au contraire. Le Parlement européen a adopté le 18 juin la « directive retour ». Elle autorise une durée de rétention de 18 mois pour les sans-papiers. Elle instaure une interdiction de retour sur le territoire européen durant cinq ans, et n'écarte pas la possibilité de détenir des enfants mineurs. Cette directive de la honte est celle du déni des droits fondamentaux, dénoncée par lettre par le président bolivien Evo Morales.

La France, qui prendra la Présidence de l'UE dans quelques jours, inscrit la question de l'immigration parmi les priorités des six prochains mois. L'adoption par les députés de l'UMP de l'amendement Warsmann au cours de la discussion du projet de réforme constitutionnelle est un signe inquiétant. La création d'un « juge unique » pour les étrangers aurait pour seul résultat l'instauration d'une justice expéditive. L'amendement a été retiré mais pourrait être fort bien être reproposé par des parlementaires réactionnaires.

Ainsi, notre action sur les sans-papiers avec l'appel lancé à l'ANA, notre travail sur réseau de vigilance, de soutien et d'organisation de parrainage républicain prend d'autant plus d'importance. Des lettres sont mises à disposition pour interpeller nos élus, nos personnalités locales comme nationales sur ce sujet. Un travail a déjà été entamé avec l'ANECR au niveau national. **Il nous faut durant l'été réactiver tous ces outils, faire vivre notre appel et impulser la bataille partout en France afin de lutter contre les politiques inhumaines de la droite en France comme en Europe.**

L'Union européenne

Malgré l'Europe libérale qu'on veut nous imposer, les peuples n'ont pas dit leur dernier mot. Vendredi 13 juin, par référendum, 53% des votants irlandais ont rejeté le Traité de Lisbonne, impulsé par Nicolas Sarkozy. Un non majoritaire dans les classes populaires et dans les zones rurales, comme en France en 2005. Initiateur du traité modificatif de Lisbonne, Sarkozy est le président qui a confisqué le débat sur la construction européenne au peuple français, à l'aide d'une ratification parlementaire faite à toute vitesse en février dernier, pour préparer la présidence française de l'Union européenne, qui débute mardi.

Pendant six mois, Sarkozy entend avancer le plus vite possible sur la Politique agricole commune, l'énergie, ou l'immigration. Ce sera pour lui l'occasion d'imposer sa politique partout en Europe. Nous pouvons donc nous attendre à ce que Sarkozy déploie un dispositif idéologique particulièrement fort pour impulser l'adoption en force du traité avant la fin de la Présidence française. La tâche lui sera facilitée par

les récentes victoires de la droite en Europe. Une droite de plus en plus décomplexée, grâce aux échecs de la social-démocratie.

Pendant sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy s'était engagé à « remettre l'Europe en marche » en proposant au Parlement européen ainsi qu'au Conseil de l'Europe un traité dit simplifié. Sur les 27 Etats membres de l'Union, 18 pays ont déjà ratifié le Traité de Lisbonne. L'issue du référendum en Irlande est donc un frein à la politique libérale et réactionnaire que Sarkozy veut imposer en France comme en Europe.

En France, on a eu une ratification expresse du Traité de Lisbonne par le Parlement en février dernier. Sans consultation populaire. Suite au non irlandais, la seule réponse des institutions européennes ainsi que des Etats membres, avec la France en tête, c'est la culpabilisation du peuple irlandais. Les chefs d'Etats veulent faire revoter l'Irlande, comme cela a déjà été fait en 2001, quand l'île a rejeté le Traité de Nice. Une fois encore, la voix des peuples n'est pas écoutée, elle est même méprisée.

La victoire du non en Irlande peut nous offrir de nouvelles perspectives de lutte contre ce déni de démocratie résolument incessant, pour que les peuples de l'UE puissent être consultés et se saisir des enjeux européens. C'est pourquoi nous proposons de faire du 1^{er} juillet, date à laquelle la France prendra la présidence de l'Union, une journée nationale de mobilisation pour refuser cette Europe libérale et réactionnaire. Un tract est disponible à cet effet.

III/ Les réponses à apporter

Nous l'avons vu toute à l'heure, les mouvements sociaux sont en grande difficulté, avec d'une part les problèmes de massification et d'autre part la surdité des dirigeants. Cependant, ce constat ne doit pas nous empêcher de préparer la rentrée. Il faut que nous soyons à l'offensive dès le mois de septembre pour la Fête de l'Humanité et la rentrée scolaire. La fête de l'Huma doit un véritable moment de mise en dynamique de nos batailles et de renforcement de notre organisation. La rentrée sera un moment de popularisation des réformes à venir notamment sur les lycées. Après le mouvement lycéen de ces derniers mois, il faut que nous continuions le travail sur la réforme des lycées et tout ce qu'elle entraîne, tant sur les programmes que sur les suppressions. Il faut que dès la rentrée nous soyons devant les lycées pour informer des dangers de la réforme et des conséquences directes qu'elle aura sur les enseignements et l'encadrement des élèves. Nous avons déjà bien entamé le travail avec la dénonciation du rapport Pochard, il faut qu'à la rentrée nous dénoncions le démantèlement du système éducatif tout en y opposant notre vision de l'éducation. Une éducation émancipatrice, et non une éducation rentable, comme la droite cherche à nous l'imposer.

Car nous l'avons vu tout à l'heure, le manque de visibilité des alternatives au projet de la droite handicape fortement la montée des mouvements sociaux. Pour être efficace auprès des lycéens, nous devons montrer que d'autres possibles existent.

C'est la perspective politique qui fera gagner le mouvement. **Il nous faut donc réfléchir dès maintenant à la façon d'attaquer la rentrée.**

D'autre part cela pose la question de la posture de la gauche dans son ensemble. Tous les partis politiques classés à gauche sont dans une phase de congrès ou de transformation. Ce qui est révélateur de la nécessité pour les forces progressistes de revoir leurs adresses.

En ce qui concerne le **Parti Socialiste**, nous assistons toujours à une bataille des chefs pour savoir qui remplacera François Hollande. On assiste à un tout sauf Royal pour une partie des cadres du PS, qui font des alliances parfois assez étonnantes. Entre Martine Aubry qui se rapproche de Delanoë et qui dans un même temps affirme qu'elle n'a pas de désaccord de fond avec Laurent Fabius. Pourtant nous pouvons nous interroger entre le maire de Paris qui pour la première fois clame haut et fort son libéralisme assumé. Et Fabius qui prend décidément le parti de l'aile gauche du PS. De son côté Royal sort un livre avec Touraine qui affirme sans complexe que le PS doit être le parti de la gauche objective. Celui qui défend les dominés en réformant la société et abandonne tout objectif de dépassement du capitalisme. Contrairement à la gauche de dénonciation qui, elle, par son attitude d'opposition systématique ne défend pas vraiment les opprimés.

Par ailleurs, le PS a adopté une déclaration de principe, qui pour la première fois, affirme l'abandon de toute visée révolutionnaire. La social-démocratie affirme enfin son rejet de projet transformateur de la société pour un accompagnement du système. Cette affirmation va de pair avec l'incapacité du PS à donner des réponses claires aux attaques du gouvernement et à être audible par la population sur les alternatives possibles. Toutefois Mélenchon lance un appel aux militants pour ne pas accepter comme il le dit lui-même « l'avènement d'une gauche décomplexée ». Ce qui ne manque pas d'ajouter au flou artistique ambiant sur les idées qui parcourent le PS. Ce dernier est bien plus écouté sur sa guerre interne des chefs que sur sa capacité à crédibiliser d'autres propositions que celles de la droite.

La **Ligue communiste révolutionnaire** avec son égérie montée en épingle dans les médias essaie de lancer le Nouveau parti anticapitaliste comme le parti nécessaire à la gauche formatrice. Cependant si des créations de nouveaux comités locaux ont lieu en ce moment, ils ressemblent beaucoup à des réunions de la LCR avec quelques sympathisants en plus. Le NPA semble être une LCR relookée plus que le parti qui regroupera toutes les forces formatrices. Cependant on peut voir un jeu habile des médias et de la droite qui instrumentalisent Besancenot et son parti comme la gauche à pu le faire avec le FN. En effet, cette sur-médiatisation du facteur le plus connu de France est une manipulation adroite car les tenants du système savent d'une part qu'il n'est pas réellement dangereux pour le système et ont plus d'intérêt à faire en sorte que les partis de la gauche soient dans l'incapacité de faire du travail commun et ainsi de laisser champ libre à la droite et à son accès au pouvoir.

Une gauche sans le PCF est plus utile à la droite qu'une gauche qui veut transformer la société tout en agissant concrètement et directement. C'est pourquoi le PCF a lancé son congrès qui se tiendra en décembre prochain. Un congrès qui doit être celui de la transformation nécessaire du PCF pour redevenir une force importante et

qui déjoue le piège des deux gauches prônées par Royal, Besancenot et la droite, une force vraiment à l'offensive contre le projet de la droite. C'est un piège que les média tendent incessamment en ne montrant que le PS et la LCR, en ignorant le PCF. Tout est fait pour qu'aucune alternative ne soit crédible et audible.

Il nous faut réfléchir notre intervention avec tous ces éléments en tête pour être efficaces, pertinents et déjouer tous les pièges qui sont tendus à ceux qui veulent non seulement changer la vie mais aussi la société. Nous avons réfléchi et débattu durant notre ANA, dont nous ferons le bilan cet après midi, pour décider de la meilleure intervention de notre mouvement. Il faut être présent dès la rentrée sur le terrain des réformes qui vont être mises en place, tout en étant dans une démarche offensive pour montrer concrètement que nous pouvons gagner et proposer des alternatives aux réformes de la droite. Il faut que nous puissions dans nos batailles démontrer l'argument du pragmatisme pour justifier et légitimer les réformes qui sont faites.

Notre activité doit démontrer que le pragmatisme n'est qu'un faux prétexte, que derrière tout ce qui est fait par la droite est issu d'une idéologie bien existante, réfléchi et cohérente. Et que par conséquent elle n'est qu'un point de vue, une visée particulière mais qui n'est pas la seule possible. En cela notre bataille pour de nouveaux droits pour les jeunes peut être une réponse pertinente dans ce contexte politique particulier. Car elle répond non seulement aux attaques de la droite mais est à l'offensive. Donc elle démontre concrètement que le fatalisme n'est pas justifié, que collectivement, nous pouvons gagner des droits. Et puis ces victoires, elles nous permettent de faire avancer la bataille d'idées, elle démonte les arguments de la droite. En gagnant par exemple le droit d'avoir une place dans la filière de son choix, nous démontrons que l'échec d'aujourd'hui n'est pas individuel mais dû à une faille du système. Que la faute est systémique, que ce sont les choix libéraux qui provoquent le mal être dans lequel nous sommes. Par ce biais nous améliorons concrètement la vie des jeunes tout en avançant dans la bataille idéologique contre les capitalistes.

L'été doit être pour notre organisation un moment privilégié pour aller à la rencontre des jeunes, préparer la rentrée, notamment avec les lycéens. Un temps pour réfléchir les batailles locales que nous voulons lancer. Il faut que les vacances soient une période de réflexion et de mise en dynamique des prochaines luttes.

Compte rendu de la discussion:

Le débat s'est beaucoup concentré sur les questions d'éducation. Il est apparent que l'éducation nationale est le point fort qui est attaqué par le gouvernement. Avec la LRU à la rentrée dernière puis les suppressions de postes cette année, beaucoup de mouvement sociaux concernaient ces questions. Il est apparu nécessaire de faire le bilan du mouvement lycéen. Pour pas mal de fédérations, il a été bénéfique en terme de renforcement de l'organisation même si nous n'avons pas gagné. Il est aussi ressorti du débat que nous devons d'ores et déjà préparer la rentrée, revoir tous les lycéens qui étaient en mouvement et continuer l'information sur la réforme à venir. Il est sorti la nécessité d'être présent dès la rentrée devant les lycées pour prendre la température et commencer tôt le travail d'information. Sur ces mouvements, s'est

posée la question des perspectives politiques. Nous avons fait le constat qu'il n'y en avaient pas aujourd'hui et qu'il fallait que nous travaillions dessus, à poser la question des alternatives. Pour la rentrée il a aussi été dit qu'il y avait des points d'appuis pour bien repartir et qu'il y avait moins de découragement chez les lycéens qu'après la LRU. Dans ce cadre, il a été dit que nous devons profiter de la préparation de la fête de l'Humanité pour préparer la rentrée et profiter des moments de rencontres que cela nous procure pour bien travailler dessus. Que nous devons être en permanence à la rencontre de la population et des jeunes en particuliers pour connaître l'état d'esprit des gens et avancer avec eux sur cette question.

Le deuxième axe que nous avons pas mal discuté est celui de la bataille des sans papiers. Il a été redit que nous devons utiliser l'appel que nous avons sorti à l'ANA et continuer d'interpeller les élus sur cette question. Ainsi que de donner à voir tout ce qu'il se passe en France, car les attaques fusent de partout et il faut vraiment durant l'été être efficace sur cette bataille.

Dans le débat, il a été abordé aussi la réforme de l'audiovisuel public, du plan banlieue espoir, des questions de santé.

Il a aussi été évoqué notre travail envers les jeunes travailleurs et notamment comme nous rentrons dans la période de l'emploi saisonnier des jeunes.

En lien avec tout ça nous avons évoqué notre plan de formation interne.

Enfin en lien avec le congrès du PCF au mois de décembre prochain, nous avons évoqué la question du lien entre le PCF et le MJCF et avons décidé d'en débattre dans un prochain CN.

Relevé de décisions du débat actu 28 juin 2008

Temps de discussions

- Faire un temps de débat sur la formation dans le mouvement au prochain CN, avec une réflexion sur les formations qui pourraient porter un aspect théorique et pratique comme la lecture des fiches de paie...
- Faire un temps de discussion dans un prochain CN sur le lien MJCF/PCF ainsi que proposer la discussion au niveau local et fédéral dans les assemblées du parti.

Tract et animation de bataille

- Sur la bataille des sans papiers : faire un tract sur cette question en redonnant une dimension nationale et en donnant ce qui se passe dans toute la France, envers les sans papiers comme des associations qui les soutiennent. Utiliser et faire vivre l'appel aux élus dans nos villes ainsi que réactiver les réseaux de vigilances. Continuer à soutenir et organiser les parrainages républicains.
- Sur la bataille lycéenne : tract de rentrée pour appeler à la remobilisation rapidement. Entamer les contacts avec les autres organisations de jeunesse, les syndicats de profs et les associations de parents d'élèves, dès la sortie du CN pour être en contact régulièrement et préparer la rentrée dès aujourd'hui. Faire le lien sur cette réforme mais aussi les autres avec l'Europe pendant la présidence française et ainsi entamer le travail des élections européennes. Travail de la commission éducation sur les alternatives au projet libéral près pour la rentrée.

- Tract Europe pour la journée du 1^{er} juillet.

Matériel dans la bataille droit des jeunes

- Tract sur lycée développé sur bataille citoyenneté au lycée.
- Tract sur emploi saisonnier

Les voyages de solidarités de cet été.

Sur les deux séjours de cet été, nous avons rappelé la nécessité de mobiliser les fédérations sur les inscriptions pour le Sénégal car nous n'avions que quatre inscrits. Le CN a rappelé l'intérêt politique d'effectuer un voyage en Afrique subsaharienne (France-Afrique, politique éducative libérale, dette, crise alimentaire...)

Au Sénégal, nous sommes accueillis par l'UJDAN, organisation de jeunesse du Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT), parti progressiste d'opposition à Abdoulaye Wade. L'UJDAN fait partie de la FMJD, et elle nous sollicite pour que nous l'aidions à avoir des liens renforcés avec les autres organisations de la fédération.

Sur le camp d'été en Allemagne, les fédérations doivent faire remonter au plus vite les inscriptions. La commission monde travail sur le dossier politique qui sera prêt fin juillet. Nous attendons encore les informations de nos camarades allemands de Die Linke

Nous avons rappelé que ce camp traitera plus spécifiquement des questions environnementales, ce qui peut être enrichissant pour notre mouvement. Il est important de voir comment nos camarades allemands prennent cette question, nous avons en effet quelques difficultés à traiter ces thématiques. Nous avons également insisté sur l'occasion de rencontrer les jeunes de Die Linke un an après la création de cette organisation, ainsi que d'autres organisations européennes. Nous pouvons leur faire part de notre campagne sur de nouveaux droits pour les jeunes.

La proposition d'envoyer deux camarades au camp d'été de Sinaspismos (l'une des organisations de jeunes communistes grec) à Agia Anna du 26 juillet au 3 août a suscité un débat. Sinaspismos fait partie du réseau ENDYL et ne fait pas partie de la FMJD. Nous avons rappelé qu'il est important de travailler avec le plus d'organisations internationales possible, qu'elles fassent partie d'ENDYL ou de la FMJD. Notons que deux camarades participeront au prochain meeting de la CENA, (commission Europe et Amérique du Nord) de la FMJD, qui se tiendra du 17 au 20 septembre à Athènes, et qui sera organisé par KNE, l'autre organisation de jeunesse avec laquelle nous travaillons en Grèce.

Sur le projet Cuba, nous prévoyons d'envoyer une délégation importante de jeunes et étudiants communistes à Cuba du 23 décembre au 2 janvier, à l'occasion des cinquante ans de la Révolution. Nous travaillons avec les jeunes communistes cubains et avec l'ambassade de Cuba en France sur la réalisation du projet. Un dispositif sera mis en place pour la préparation politique et technique du séjour. Il s'articulera principalement autour de la commission monde et du pôle vie financière.

Pour lancer la dynamique sur ce séjour, un débat sur Cuba sera organisé à l'occasion de la Fête de l'Huma.

Samedi après-midi

Rapport Présenté par Julien Iborra et Anthony Daguet

Débat sur la campagne « des nouveaux droits pour les jeunes »

Avant de commencer la discussion sur notre bataille pour gagner de nouveaux droits, laissez moi vous parler de la dernière Assemblée Nationale des Animateurs. L'édition 2008 a été un bon cru et nous pouvons nous en féliciter. Les débats ont été sereins, avec la volonté de chaque délégué de les mener jusqu'au bout, sans concession.

Cet ANA a regroupé 204 délégués venus de 31 départements, dont 57 étaient délégués de l'UEC.

La majorité au deux tiers des délégués était composée d'hommes. C'est un problème dans notre mouvement que nous n'arrivions pas à mettre en avant des jeunes femmes.

L'ANA était composée de 15% de lycéens, de 22% de salarié, de 40% d'étudiants, et de 12% d'étudiants salariés. En ce sens, nous pouvons que les équilibres sociologiques de l'ANA ont été bons, même si nous pouvons encore faire un effort sur les jeunes travailleurs.

Cela étant, des problèmes liés à la date et au mouvement lycéen, n'ont pas permis à toute les fédérations de monter à l'ANA ni de remplir leur délégation.

Le conseil national, devra, quelque soit la façon dont il s'organise, avoir à cœur d'être au contact des fédérations qui n'ont pas pu monter pour redonner les discussions qu'il y a eu à l'ANA.

Sur les temps de débats, les mêmes critiques émergent. Les débats en plénière ont été de bonnes qualité, même si les camarades regrettent que cette forme de débat soit trop peu interactive.

Les ateliers ont permis de sortir avec des propositions intéressantes et ont été appréciés des camarades.

Enfin, ce sont les ruches qui ont le plus plu. Chacun a pu alors s'exprimer. Leur forme permet de mener les débat jusqu'au bout sans pour autant brider l'envie de débattre des camarades.

Le débat sur les directions s'est avéré être le plus compliqué. Le manque de lien aux fédérations et la jeunesse des délégués (au sens où ils n'étaient pas forcément adhérents depuis longtemps) sont des éléments cruciaux dans la compréhension de la crispation qu'il a pu y avoir au moment du renouvellement du CN.

C'est pourquoi, nous, CN renouvelé, devons prendre à bras le corps notre responsabilité individuelle et collective devant les jeunes communistes, en produisant tous les gestes qui permettront de créer du commun, d'avancer ensemble.

Politiquement cette ANA a été riche. Tout d'abord l'initiative pour la régularisation des sans papiers est une réussite. Nous avons mobilisé sur cette question, un appel a été lancé et signé par beaucoup de personnes au moment de l'initiative mais aussi après. Une pétition, à partir de l'appel, a été mise en ligne. Une vidéo de l'initiative a été mise sur notre site.

La séance plénière. Si le rapport a été long, de nombreux jeunes communistes se sont servis de ce débat pour exposer des problématiques cruciales dans la façon qu'à le capitalisme de s'adapter pour exploiter toujours plus les peuples et sur les résistances existantes. En outre le débat a donné à voir de multiples analyses qui ont beaucoup tourné sur l'actualité du communisme. Comme je l'ai dit, la forme n'a pas

permis de se répondre et d'avancer, le conseil national doit donc se poser la question de la pertinence de ce type de discussion en ANA.

Les ateliers ont donné lieu à divers types de débats. Dans tous les cas, ils ont permis d'avancer sur l'unité politique du mouvement, de créer du commun.

Certains ont abouti à des propositions concrètes comme l'atelier Laïcité qui propose une semaine d'action nationale à la fin de l'année ou comme l'atelier Europe qui propose l'élaboration d'une charte avec de grandes revendications pour mener une campagne en France et en Europe.

L'atelier précarité n'a pas débouché sur des propositions mais il nous a permis d'avoir un débat important sur la notion de travail. Celui-ci va nous permettre d'avancer réellement sur cette question pour porter un projet plus pertinent, plus ambitieux et qui pourra nous permettre de nous développer plus facilement dans les entreprises.

L'atelier éducation a beaucoup été influencé par le mouvement lycéens et les questions qui en découlent comme la question de la structuration de notre mouvement dans les lycées pour pouvoir être plus efficace ainsi que pour pouvoir construire un projet pour l'éducation avec les lycéens.

Les commissions doivent donc continuer à travailler sur la base des ateliers de l'ANA ainsi que sur la bataille des nouveaux droits.

Le débat sur les nouveaux droits a été d'une grande qualité. Il a permis de montrer les différents types de batailles possibles. Il a permis de montrer les manques du livret et d'avancer sur les contours de la campagne.

Les ruches, si elles ont été beaucoup appréciées, ont malheureusement trop peu fait le lien avec la bataille des nouveaux droits.

Enfin, la soirée sur la Palestine, la paix et le désarmement a été un moment intense pour chacun d'entre nous. L'urgence du combat palestinien est plus importante que jamais. Nous devons continuer de nous battre et d'informer régulièrement sur cette question.

Globalement cette ANA a été bonne. Elle nous a permis de sortir avec une nouvelle campagne ambitieuse qui va nous permettre d'être à l'offensive dans nos quartiers, nos lycées, nos entreprises, nos facs.

Laissez moi vous la rappeler...

Depuis 2002, la jeunesse a été une des principales cibles de la droite au pouvoir. Contrat jeunes, LMD, loi Fillon, CPE, LRU, rapport Pochard...

Une des logiques poursuivies par toutes ces réformes : précariser les jeunes au maximum, les modeler à accepter le système capitaliste dans sa version néolibérale.

Et cela avec l'idée de se servir dès maintenant des jeunes comme appui pour précariser l'ensemble de la société. Mais aussi de gagner la bataille dans la durée, car en habituant les générations successives à l'idée que vivre dans la précarité, avec un minimum d'ambition, de moyens, en habituant les générations successives à accepter la logique du chacun pour soi, la droite veut façonner une société nouvelle bâtie sur l'absence totale de résistance, d'esprit critique et d'aspiration au changement.

Heureusement, si les jeunes sont parmi les plus touchés par la politique libérale, ils sont aussi ceux qui ont marqué le plus leur résistance à ce projet.

Le volet bac de la réforme Fillon et le CPE en sont les meilleurs exemples. Cela étant, les jeunes réussissent à faire reculer le gouvernement quand ils arrivent à faire partager leur préoccupation à l'ensemble de la société. C'est-à-dire que lorsque les jeunes font la démonstration que les attaques qui leurs sont faites ne servent qu'à attaquer l'ensemble de la société, ils sont en capacité de lancer des mouvements victorieux.

La jeunesse est une période de formation de la personnalité d'un individu. C'est une période où l'on essaie des choses, on se trompe, construit des projets. La jeunesse, c'est aussi une nouvelle génération qui entre en société, avec ses propres aspirations, son propre vécu. Elle a constitué par le passé, et continuera dans l'avenir, à être ce groupe social qui plus que les autres renouvelle la société. Il faut donner les moyens aux jeunes d'inventer ce qu'ils seront demain, et quelle société ils veulent construire.

Notre ambition n'est pas l'accompagnement des besoins du marché. C'est de « commencer par les fins », mener une politique qui réponde aux besoins et aux aspirations concrètes des jeunes et des citoyens. Donner les moyens à la jeunesse, c'est lui donner les moyens de s'épanouir, de se projeter dans l'avenir, mais aussi de bâtir la société de demain.

La dernière Assemblée Nationale des Animateurs a décidé, sur proposition du conseil national, de lancer une grande campagne intitulé « Des nouveaux droits pour les jeunes : changer nos vies et la société »

L'ANA a discuté à la fois de la démarche et de l'animation de la bataille. C'est pourquoi je vous propose de ne rappeler que rapidement le contenu de cette campagne.

La bataille des nouveaux droits, c'est prendre le contre-pied de la politique libérale menée par le gouvernement.

Au lieu d'utiliser les jeunes pour précariser l'ensemble de la société, nous voulons tout au contraire faire monter le niveau d'exigence chez les jeunes et de faire de ceux-ci le levier de transformation de la société.

Notre bataille sur les nouveaux droits accompagne et encadre notre volonté de gagner des allocations d'autonomie pour les jeunes. Seulement, un système d'allocation sans système de nouveaux droits reviendrait à rendre les jeunes solvables, et donc à nourrir le système libéral.

Or nous voulons sortir les jeunes de la loi du marché. Et le système de droits nouveaux, concernant le droit au logement, le droit à l'emploi, le droit à l'éducation... permet de poser les jalons d'une société sorti de la logique du marché au moins concernant les jeunes dans un premier temps.

Pour ce faire, notre campagne doit partir des aspirations des jeunes pour faire avancer des propositions transformatrices pour l'ensemble de la société. Elle vise à articuler nos batailles locales à la bataille globale.

C'est une démarche novatrice pour notre mouvement, tant au niveau de la campagne en elle même, qu'au niveau des nouvelles méthodes de militantisme qu'elle nous pousse à mettre en œuvre.

Il s'agit en effet de partir des réalités qui vivent les jeunes sur le terrain, en portant des revendications au local, puis de replacer ces revendications dans les propositions que nous portons nationalement.

Concrètement, l'objectif est que, dans chaque fédération, dans chaque UV, dans chaque secteur, nous identifions les problèmes spécifiques des jeunes que nous côtoyons. Regarder ce qui manque à leur cadre de vie, à leur émancipation, à leur expression A partir de ces constats, nous devons réfléchir, avec eux, aux réponses concrètes que nous pouvons apporter à ces problèmes, comment et auprès de qui porter ces revendications (lycée, collectivité, bailleur, entreprise, ...). La dernière étape de la démarche consiste à faire le lien entre chacune de ces revendications avec nos propositions nationales, et les replacer dans une optique de transformation révolutionnaire de la société.

Déjà, des Fédérations, des Unions de Villes ont commencé à travailler sur des batailles locales pour gagner de nouveaux droits.

Pour faire honneur à feu notre secrétaire général, commençons par regarder ce qui se passe du côté d'un territoire riche en couleurs. Ce territoire pastèque « parce qu'il est vert à l'extérieur mais rouge à l'intérieur » comme le dit si bien le chanteur Vincent Liehti c'est évidemment le département des Yvelines.

Dans ce beau département, les jeunes communistes ont décidé de lancer la bataille des nouveaux droits sur la thématique de l'accès aux transports, en posant notamment la question de la gratuité des transports en commun au moins pour les jeunes.

C'est une thématique prégnante dans un département vaste, le plus provincial des départements franciliens. C'est une réelle difficulté rencontrer par les jeunes de ce département qui les sanctionne pour accéder à certaines filières dans l'éducation, à la culture, à la santé, ou encore à l'emploi.

En Seine Saint Denis, les jeunes communistes ont choisi de se battre pour la construction de deux lycées supplémentaires dans le département. En effet, chaque année plus de 1000 jeunes de ce département se retrouvent sans affectations scolaires et ceux qui en ont une ne l'ont pas forcément dans la filière de leur choix.

C'est pourquoi les jeunes communistes diagnostiquent que deux lycées supplémentaires permettraient de scolariser l'ensemble des jeunes qui veulent continuer leurs études mais aussi pourrait élargir la palette de formation afin que chacun ait une éducation choisie et de qualité. Dans ce cadre, un premier rassemblement est prévu devant la préfecture du 93.

Dans le département du Nord, les ch'tis jc organisent une soirée intitulée « les jeunes ont droit à la parole » et un débat sur le thème « pour sortir les jeunes de la galère,

battons nous pour de nouveaux droits » avec un conseiller municipal délégué à l'emploi des jeunes. Les ch'tis conseillers nationaux pourront nous expliquer en quoi cette problématique est importante dans leur département, singulièrement pour les jeunes.

Dans le Secteur d'Aix en Provence, les étudiants communistes organisés dans leur cité U se battent pour obtenir la baisse de loyer dans certains pavillons ainsi que la mise en place de matériel permettant aux étudiants de se préparer à manger correctement. Cette lutte est menée en partenariat avec les organisations syndicales de la fac.

Dans le Val de Marne, l'Union de Ville de l'Hay les Roses a décidé de se battre pour obtenir une maison de quartier pour les jeunes. A Champigny, les jeunes communistes ont décidé, suite au mouvement contre le rapport Pochard et les suppressions de postes, de se battre pour les droits des lycéens.

Enfin, les jeunes communistes de la Somme ont organisé hier soir un concert « 6 heures d'expression pour le droit des jeunes » qui a réuni plus de 300 jeunes qui ont été sensibilisés à notre campagne. En outre, ce concert a rapporté aux jeunes communistes plusieurs centaines d'euros qui permettront de financer l'activité de ses prochains mois.

Nous vous proposons de nous fixés 4 objectifs pour cette campagne

- **Sortir de la seule opposition à la politique de la droite:**

Là aussi, nous faisons un diagnostic rapide. Depuis le retour de la droite en pouvoir en 2002 (et oui...), l'activité du mouvement social, et celle de la JC, se limite essentiellement à essayer de faire reculer la droite. Si nous avons connu quelques succès (Referendum, CPE), nous avons surtout vu l'élection de Nicolas Sarkozy et nous n'arrivons pas à nous développer nos propres idées et batailles. Les droits des jeunes sont pour nous l'occasion de faire en sorte que nous ayons une posture plus ambitieuse, plus agressive tout en conservant la volonté de faire obstacle à la droite. Grâce à cette bataille, nous sortons de notre posture défensive, nous élevons le niveau d'ambition.

- **Impulser des batailles locales, pour nous structurer localement:**

Avec cette campagne nous avons un outil qui peut nous permettre de passer un palier dans le cadre de notre structuration au plus près de la vie des jeunes.

En effet, cette campagne avec ses échos dans les batailles locales peut nous permettre d'impulser la nécessaire structuration en groupe dans les lycées, les quartiers, les entreprises.

Car dans les fédérations et les unions de ville, nous faisons trop souvent le constat que les jeunes communistes ne parviennent pas à s'emparer des enjeux locaux. Sur les grandes luttes nationales, pas de problème, mais en dehors de ces périodes, c'est plus difficile. Cette bataille doit être pour nous l'occasion de multiplier les luttes

au local. Avec pour objectif, évidemment, que chaque lutte locale permette la structuration d'une union de ville ou d'un groupe de jeunes communistes sur un lycée, un quartier, ou une entreprise.

- **A partir des batailles locales, une grande dynamique nationale!!!**

La bataille des droits des jeunes doit s'envisager à tous les échelons du mouvement. Nous voulons des revendications (elles sont exprimées dans le livret) à plusieurs échelles. Une chose est sûre, c'est de la multiplication des luttes et victoires locales que pourront éclore de grandes ambitions nationales comme l'allocation différenciée d'autonomie. Nous voulons gagner au local le débat d'idée pour ensuite élargir notre lutte.

- **Une bataille concrète pour obtenir des succès utiles à la vie des jeunes!!!**

C'est clairement la question de la représentation de notre mouvement qui est en jeu. Nous devons concrètement démontrer son utilité. La JC est un outil au service des jeunes, nous devons le mettre en application. Plus nous aiderons à remporter de nouveaux droits, plus nous serons reconnus comme une organisation utile, plus nous nous renforcerons.

Cette bataille ambitieuse pour les droits des jeunes va guider notre activité pendant une longue période. Pour être efficace et aller aux bouts de nos envies, nous devons veiller au rythme du développement de la bataille. Dans ce sens, nous vous proposons plusieurs phases:

1. De Juin à Septembre 2008:

Cette première phase doit être celle de l'installation et de la popularisation de la bataille. C'est dans cette période que nous vous proposons d'utiliser un quatre pages de lancement et un questionnaire. C'est aussi dans cette période que nous devons faire l'effort de communication interne nécessaire à l'échange d'expérience.

2. La Fête de l'Huma 2008:

Ce sera pour nous un fort moment de mise en valeur des premières batailles locales. Le moment également de déboucher sur les premières revendications nationales (avec notamment un jeu de cartes pétitions pour réaliser de nouveaux contacts). Nous proposons également un grand moment de rencontre avec les élus communistes à l'occasion d'un débat que nous pourrions réaliser sur le stand d'une grande fédération. Nous pourrions envisager une expression des jeunes communistes sur la grande scène en lien avec la fête.

3. De septembre à Novembre 2008:

Deuxième phase. Nous avons besoin de cibler nationalement des luttes locales à renforcer pour obtenir des premières victoires. La conclusion de cette phase pourrait

être un grand moment de mise en cohérence de nos luttes avec l'organisation d'un grand concert dans une grande salle parisienne (Bataclan, Cigale, Glaz'Art...). Ce grand moment sera aussi celui d'associer les autres organisations politiques de gauche ou syndicales ou associatives qui pourraient être intéressées.

4. De janvier à juin 2009:

Ce sera la phase de nationalisation de la bataille. Avec la volonté de développer une lutte capable d'obtenir des droits nouveaux sur tout le territoire. Nous devons également réfléchir à la possibilité de mettre en place un sommet des jeunes européens pour donner une dimension européenne à la lutte en pleine campagne pour le renouvellement du parlement européen.

Enfin, nous vous proposons de faire la conclusion de cette bataille à l'occasion de notre prochain congrès.

Voilà donc, les quelques premières pistes de réflexion sur le déroulement de la bataille.

Lors de notre ANA, nous avons choisi de mener cette bataille, mais comme toute décision, il ne suffit pas de la décréter pour créer la dynamique. Voici les quelques propositions d'outils dont nous pourrions nous doter pour un bon démarrage:

1. Recenser les batailles locales potentielles:

Si les jeunes communistes ne mènent pas toujours de batailles locales, c'est aussi parce que nous ne sommes pas toujours capables de les détecter. Il faut mener dans ce sens un véritable recensement des luttes locales de la JC. C'est en favorisant l'échange d'expérience que nous permettrons aux fédérations et aux unions de ville d'imaginer des luttes performantes. Dans ce cadre, le rôle des suivis sera primordial. En outre, nous vous proposons d'adapter notre guide de structuration à la sauce Nouveaux droits.

2. Entamer une collaboration avec l'ANECR et les différentes ADECR:

La direction nationale s'est adressée récemment à l'ANECR. Nous avons besoin sur une telle bataille de tout le soutien des élus communistes et républicains. Certes, les villes communistes (850 sur 36000) ne concernent pas toutes les fédérations et unions de ville, mais en entamant un travail commun, nous pourrions envisager à court terme la mise en place de quelques propositions symboliques de la JC pour montrer que lorsque l'on fait les bons choix politiques on peut changer les choses. Ce lien est important aussi dans un second temps, puisque les parlementaires communistes pourraient donner un écho national à nos luttes en proposant, par exemple, une loi pour de nouveaux droits pour les jeunes. En ce qui concerne les ADECR, c'est la même logique, mais à une échelle plus petite.

3. Elaborer un Mouv de mise en dynamique des batailles locales:

Depuis quelques temps, notre principal outil de communication interne est en panne. Nous proposons de le remettre en route sur cette bataille. Dans ce sens, nous proposons un Mouv de présentation des premières actions des fédérations et unions de ville. Nous proposons que dans la foulée, le Mouv soit un moyen de montrer la cohérence nationale de nos multiples batailles locales.

4. Lancement de premiers matériels pour s'exprimer publiquement:

Dans ce sens, nous proposons deux matériels disponibles à la fin du mois de juin. Le premier serait un 4 pages (utilisable pour ceux qui le souhaiteront sous la forme de deux tracts recto-verso) de mise en cohérence nationale des premières batailles locales. Ce matos aura aussi pour but d'exprimer un échelon national de revendication.

Le second matériel aura pour but de permettre aux fédérations et unions de ville de recenser les batailles locales potentielles dans leur ville et département. Il s'agit d'un questionnaire sur les droits et envies des jeunes. En effet, il est essentiel de conceptualiser nos luttes autour des revendications et envies existantes parmi les jeunes.

Un tract sur le droit des lycéens vous est proposé. Il contient un encart sur l'UEC pour ceux qui doivent rentrer à l'université l'année prochaine. Il permet d'ores et déjà de sensibiliser les jeunes au droit à l'éducation ainsi qu'à la politique de la droite concernant l'éducation.

Les affiches sont arrivées. Elles devraient arriver dans les fédérations en fin de semaine prochaine. Des autocollants ainsi que des bandeaux thématiques pour les affiches vont être édités.

Enfin, il nous faut avancer sur notre communication internet sur cette campagne, par le site Internet de la JC et peut être par un blog spécifique.

5. Dernier enjeu, celui de l'implication des commissions thématiques:

Nous proposerons aux différentes commissions de faire des propositions d'initiatives, de matériels et d'élaborer des revendications locales et nationales pour aider les jeunes communistes à se mettre en mouvement.

Voilà. Je crois sincèrement que nous avons là beaucoup d'éléments pour lancer une campagne offensive, qui mûrisse durant l'été pour partir offensifs dès la rentrée.

Il faut, lors de cette séance, permettre un maximum d'échanges de conceptions, d'expérience pour nous permettre de faire de cette campagne le levier du redéploiement de notre organisation, le levier de la conception de notre projet politique et enfin le levier qui permettra de changer la vie des jeunes et la société.

Compte rendu de la discussion :

Le conseil national a souligné la qualité de l'ANA. Les débats ont été considérés comme constructifs et de très bonne qualité.

Malgré tout, certains délégués sont sortis un peu frustrés des débats car le temps imparti ne permettait pas de travailler en profondeur les sujets. Des membres du CN proposent que la prochaine ANA ait moins de sujets à traiter pour lui laisser le temps de mieux les parcourir.

Enfin, notamment lors des séances plénières, le conseil national fait remarquer que seul ceux qui ont l'habitude de prendre la parole dans les instances du mouvement l'ont prise et cela peut d'une certaine manière empêcher les jeunes adhérents de s'exprimer.

Les conseillers nationaux ont apprécié les éléments proposés dans l'introduction, singulièrement la proposition de calendrier et la proposition d'outils.

Cela étant, ils rappellent que le calendrier a besoin de souplesse et d'adaptation à notre réalité. Ainsi nous devons évaluer régulièrement notre campagne afin de recadrer le tir en cours de route.

Il a été rappelé que dans cette campagne les « suivis » auront un rôle crucial. Il faut qu'un maximum d'informations remonte des fédérations et qu'elles soient partagées dans l'organisation.

Le conseil national a donc mis en avant le besoin de concret. Il s'agit de donner à voir la multitude de batailles dans les unions de villes.

Cette campagne peut nous permettre d'exister pendant l'été. A Paris les jeunes communistes ont décidé d'aller voir les jeunes durant l'opération Paris Plage. Dans le Nord, les jc ont décidé de faire de même lors des voyages à la mer organisée par le PCF.

L'été est pour nous une phase d'appropriation qu'il faut animer. Le conseil national propose qu'un tract sur le droit aux vacances puisse être disponible durant l'été.

Durant cette phase d'appropriation, nous devons beaucoup redonner la démarche de notre campagne, son côté idéologique. Le conseil national a insisté sur le fait que notre bataille vise à sortir les jeunes du marché. Ainsi, une simple bataille sur l'autonomie ne ferait que rendre les jeunes solvable alors que l'autonomie accompagné d'un système de nouveaux droits, elle, sort véritablement les jeunes du marché.

Le CN a le souci de rendre visible le MJCF nationalement. En septembre, une conférence de presse pourrait venir impulser notre campagne à la rentrée. En outre, nous pourrions travailler à des journées d'actions nationales où au même moment, les jeunes communistes tiendraient le même type d'initiatives ou sur la même thématique.

Un blog ou un espace particulier sur le site semble important, car en plus de donner de la visibilité à nos actions, il pourrait centraliser tous les types de batailles locales.

Le conseil national doit avoir le souci permanent de synthétiser toutes les propositions issues des batailles locales, et de les travailler, de les réfléchir en

commissions afin d'avoir des propositions cohérentes entre elles. En ce sens, travail des commissions sera indispensable.

Concernant la fête de l'Humanité, la proposition a été faite d'organiser un débat avec d'autres organisations de jeunesse.

Le CN a insisté sur la présence des jeunes communistes dans les allées, notamment pour le renforcement.

En outre la visibilité du mouvement est importante. Il faut que les stands aient une cohérence, notamment grâce à l'affiche.

Samedi Après-midi

Rapport présentée par Magali Cheret

Introduction au débat l'organisation des directions

Nous entamons cet après midi notre discussion sur l'organisation de nos directions. Nous arrivons au terme de 2 mois de travail, de consultation des membres du CN, 2 mois de discussions, de réflexion, pour nous doter d'une direction la plus efficace possible pour remplir nos objectifs et optimiser un maximum l'impact de notre mouvement dans la bataille d'idées et le changement de société.

C'est bien cet objectif final qui doit guider nos réflexions et nos débats. L'enjeu est bien le rayonnement de notre direction sur le mouvement et donc son apport dans les luttes et les défis qui se posent à nous et à l'ensemble de la société.

Lors du dernier CN, nous nous étions mis d'accord, suite aux consultations, sur plusieurs pistes à travailler pour améliorer le fonctionnement de nos directions.

I/ Rôle et objectifs du CN

A/ Rôle

Tout d'abord sur le rôle du CN :

Le Conseil National est l'organisme de direction entre le Congrès et l'ANA. C'est un lieu d'échange sur la base de l'activité des jeunes communistes, il anime l'activité des jeunes communistes, il fait vivre les orientations du Congrès, les décisions de l'ANA. Il échange et prend des décisions en fonction de l'actualité. Il est chargé de l'aide aux fédérations. Chaque membre du CN doit faire partager les débats et décisions. Il se dote d'autant de collectifs, réseaux, commissions, qu'il juge utile pour l'activité des jeunes communistes. (Extrait des statuts votés au congrès 2006).

Selon le congrès le CN doit aussi être une instance en capacité de réfléchir l'actualité nationale et internationale et être force d'analyse, de proposition et d'impulsion de problématiques ayant comme référence le projet politique décidé au congrès. Il met en œuvre nos orientations en étant le plus possible empreint des réalités locales mais aussi constitué de membres en capacité de prendre des décisions à l'échelon national de manière réfléchie et cohérente. Il assure le lien entre le local et le national et les membres du Conseil National font vivre dans les départements les décisions du CN.

Dans ce cadre, le CN peut aussi se mettre d'accord sur la définition d'objectifs politiques précis pour une période définie.

B/ les objectifs politiques

Les consultations du CN ont clairement identifiés le manque de lien entre notre organisme de direction et d'animation, et les fédérations.

C'est une des principales difficultés identifiées par les membres du CN qui rend le rôle de celui-ci peu clair dans l'ensemble du mouvement.

Nos débats ne sont pas assez empreints de l'activité des jeunes communistes dans les fédérations, et du coup nous avons du mal à prendre les bonnes décisions ce qui nous mets souvent en difficulté dans l'animation de nos batailles.

Autre difficulté récurrente : identifier les débats que nous avons besoin de traiter dans notre organisation pour être plus efficace dans le changement de société, pour être plus efficace dans nos pratiques militantes.

D'autre part, pour mieux répondre aux coups portés par la droite depuis 2002, nous avons décidés à l'ANA de lancer une grande campagne pour gagner de nouveaux droits, pour lutter pieds à pieds contre les inégalités, donner à voir notre projet de jeunes communistes et les leviers dont nous devons nous servir pour changer la société. L'ambition dans la période pour notre mouvement est donc bien d'être utile au quotidien pour lutter contre la précarité et d'être utile pour mener la bataille d'idées sur les changements à opérer pour dépasser le capitalisme.

Quelle meilleure démarche que de partir des conséquences quotidiennes du système sur la vie des jeunes pour mener des luttes concrètes avec eux en donnant à voir les logiques globales qui s'affrontent et qui engendrent ces conséquences !

Nous pourrions donc faire de ces 3 axes, les 3 grands objectifs politiques du Conseil National jusqu'au prochain congrès :

1/ améliorer et développer le lien CN/Fédé

2/ identifier et traiter les questions essentielles qui se posent à nous aujourd'hui pour améliorer notre projet et l'organisation dont nous avons besoin pour le porter.

3/ animer et enrichir la bataille des nouveaux droits.

Nous devons aussi de manière transversale nous fixer l'objectif d'améliorer la formation des jeunes communistes et des membres du CN pour répondre au mieux à nos ambitions.

III/ organisation du CN pour y répondre

A/ des débats plus efficaces et clairs

Pour aller au bout de ces objectifs, nous avons besoin de mieux organiser nos directions.

Dans les consultations, une exigence forte est montée afin d'améliorer la teneur de nos débats et de rendre nos discussions et nos décisions plus clairs.

Un des premiers enjeux pour y parvenir est donc de renforcer le lien aux fédés, afin que nos débats soient plus imprégnés de la vie du Mouvement.

Pour cela, nous pourrions déjà commencer par mieux préparer les CN avec l'ensemble des fédés, en **envoyant à tous les coordinateurs départementaux les ordres du jour du CN pour solliciter des contributions aux débats appuyés par une sollicitation des suivis.**

Les comptes rendu doivent aussi être envoyés dans la semaine qui suit le CN, ainsi qu'un travail avec les suivis pour qu'ils appellent dans cette semaine les fédés pour discuter des décisions du CN et de leurs mises en œuvre.

La préparation de nos CN est aussi évidemment à mieux préparer avec le Conseillers nationaux eux mêmes.

Pour les dates il faut **continuer l'effort entrepris de les envoyer au plus tard un mois avant** et d'être aussi beaucoup plus efficace dans **l'envoi en amont de l'ordre du jour pour permettre une meilleure préparation des débats dans les fédés.**

Nous pourrions aussi essayer d'envoyer une semaine avant **les plans détaillés des intros notamment celle sur l'actualité, ou des éléments pour préparer les débats type coupure de presse selon l'actualité et la faisabilité.**

Pour l'amorce de nos débats et leurs introductions, il nous faut **veiller à leur longueur et les donner systématiquement par écrit ainsi qu'être rigoureux pour qu'elle définisse bien les contours du débat.**

Nous pourrions **repandre les propositions d'inviter des personnes extérieures au CN en fonction de l'actualité et de nos débats** pour qu'ils apportent des éléments de réflexion (sociologues, syndicalistes, économistes, historiens...)

En lien avec la teneur de nos débats, le lien CN/fédé, ou il faut **dans les introductions et les interventions donner plus d'éléments sur ce qui se fait dans les fédés, favoriser l'échange d'expériences, et pour favoriser la prise de parole de tous, également limiter les temps de paroles et le nombre d'interventions par séquences de débats.**

Sur la méthode de gestion des débats, il faut **produire un outil clair récapitulant ces éléments en spécifiant les différents temps de débats entre discussion et le dernier quart d'heure de ramassage des débats et de prises de décision.**

A chaque CN, nous pourrions aussi **systématiser la distribution d'une feuille synthétique redonnant les grandes propositions de l'introduction à discuter.**

D'une manière générale il faut sensibiliser tous les membres du CN pour que les discussions soient sereines et favoriser la prise de parole de tous.

B/ Les responsabilités dans le CN : une nouvelle architecture

- Continuer la mise en responsabilité

Depuis plusieurs années nous avançons dans notre démarche de mise en responsabilités d'un maximum de membre du conseil national. C'est à la fois une exigence démocratique mais aussi une réponse à notre perte de moyens qui

nécessitent le partage des responsabilités. Si nous avons réussi l'élargissement quantitatif, nous avons une étape à franchir dans le qualitatif : permettre à chacun d'exercer sa responsabilité dans de bonnes conditions. Nous avons pointé lors de la consultation plusieurs problèmes : l'isolement des responsables, l'insuffisante cohérence de notre organisation globale, qui entraînait y compris des difficultés d'articulation entre les différents espaces : CN, commissions, groupes de travaux, coordination.

C'est pourquoi nous pourrions nous orienter vers une nouvelle architecture du conseil national : organisée en pôle qui permette le travail collectif et l'articulation cohérente pour mieux répondre au rôle du Cn et aux objectifs que nous nous assignons en termes d'organisation comme de production politique. Nous pourrions donc avoir un pôle vie des départements, un pôle communication et un pôle « bataille d'idées » à l'intérieur desquelles fonctionneraient les secteurs et groupes de travaux.

Nous pourrions aussi envisager de multiplier les responsabilités ponctuelles dans le CN en fonction de nos besoins.

C/ Organiser le CN sur 2 objectifs : lien au FD et production politique.

1° le lien CN/FD : une Vie Des Départements large

Nous nous le disons depuis un moment et c'est fortement remonter pendant les consultations, l'objectif principal dans la prochaine période est de passer un cap sur la dimension nationale de notre mouvement, en particulier par un meilleur lien entre le CN et les fédés.

C'est donc d'un véritable pôle de travail regroupant toute l'activité en direction des fédés dont nous avons besoin. Ainsi, la vie des départements pourrait regrouper les animateurs de l'orga, de la vie financière, de la communication interne, les responsables des groupes de travail, Lycéens, jeunes travailleurs et quartiers populaires, le responsable ruralité ainsi que l'orga de l'UEC. Cette nouvelle structure aurait en charge d'animer toutes les batailles de la JC envers les fédérations. Elle pourrait ainsi faire des points réguliers sur nos objectifs de structuration, de renforcement au plus près de la vie des jeunes. Son premier travail pourrait être un bilan orga très rapide par un dispositif exceptionnel afin de ne pas perdre le temps précieux gâché l'année dernière par manque de remontée des informations. Ce travail préalable pourrait aider les groupes de travail à diagnostiquer la situation sur leur champ d'action.

Un nouveau plan de suivi a également été travaillé. Celui-ci, a eu des difficultés à fonctionner ces derniers mois. Une nouvelle animation efficace pourra nous permettre de renforcer le lien CN/fédé, ainsi que de travailler au renforcement et au redéploiement de notre Mouvement. Une première réunion des suivis sera bientôt convoquée pour redémarrer le travail. Le bilan orga doit aussi permettre de fournir à chaque suivi une fiche synthétique sur la situation du département, d'identifier des

objectifs de renforcement, de structuration et de redéploiement avec chaque fédération.

D'autre part, nous proposons d'ajouter à ce plan de suivi l'échelon régional. Chaque coordinateur, aura donc une ou plusieurs régions à suivre avec en leurs seins des suivis du CN. Nous pourrions y gagner en efficacité et en rapidité, le suivi par région serait surtout un facteur d'impulsion plus rapide. Ce système par région, permet aussi de développer plus la cohérence et la mise en dynamique à l'échelle régionale de l'activité des jeunes communistes. De plus, plusieurs fédé travail de plus en plus à l'échelle régionale, pour les formations par exemple, et ce système nous permettrait de tendre au développement d'initiatives inter-fédés, d'échange sur l'orga...

Toujours au sein de cette VDD, **la communication interne** est un outil supplémentaire au renfort du lien CN/fédé. La reparution du Mouv' va permettre à nouveau aux jeunes communistes d'être informés de nos batailles nationales, de la vie des fédés, des matos à disposition, va leur permettre d'échanger et de se nourrir de la richesse des initiatives dans notre Mouvement.

D'autres outils en plus de l'écho du CN et du mouv' pourraient également voir le jour comme une lettre d'actu hebdomadaire, des lettres d'infos des commissions...

La continuité du travail engagé sur la base orga doit aussi passer un palier pour que toutes le fédés l'utilisent enfin et que nous soyons beaucoup plus efficaces dans la circulation de l'information au sein du MJCF. Nous envisageons également de travailler à faire évoluer la base orga pour la rendre plus efficace.

Sur tous ces éléments, le CN de rentrée pourrait faire des propositions précises grâce au bilan orga et au travail des pôles VDD et communication.

- les groupes de travail rôle et organisation

Les groupes de travail :

Afin de répondre à nos objectifs de structuration au plus près de la vie des jeunes nous avons mis en place l'année dernière Les groupes de travail jeunes travailleurs et quartiers populaires. Leur rôle étant d'impulser l'activité en ces lieux, de relayer les batailles du mouvement en produisant du matériel adapté, et d'aider à structurer des groupes locaux. Nous avons connu des difficultés a les animer entre autre par manque de structuration globale de notre travail envers les fédés, donc un isolement des responsables ainsi qu'un bilan orga qui n'a jamais pu aboutir. La mise en place de la VDD doit aider à répondre à cela. Nous n'avons pas réussi l'année dernière à déboucher sur une solution satisfaisante sur les lycéens. Nous pourrions mettre en place un groupe de travail qui associe un responsable avec une expérience du mouvement avec des lycéens et camarades qui travaillent sur ces questions. Il pourrait impulser la structuration dans les lycées et mettre en lien les responsables départementaux sur ces questions.

Sans doute avons-nous également péché par manque d'objectifs clair de ces groupes de travail : nous pourrions donc mieux planifier le travail : une première phase de diagnostic

grâce au bilan orga et de travail de fond sur le milieu (qu'est ce qu'être jeune travailleur aujourd'hui ? quelles problématiques dans les quartiers ? comment militer au lycée ?) Sur ces bases, les groupes pourraient ensuite animer l'activité en lien avec notre bataille droits des jeunes. Nous pourrions imaginer des thématiques à pousser par période donnée (ex : Intérim, pour les Jt, citoyenneté dans les quartiers etc.)

En fonction de ces objectifs, les groupes de travail pourraient s'enrichir de l'apport de JC intéressés par ces questions dans les fédés.

Nous le constatons une fois de plus dans ce travail de mise en responsabilité la place des jeunes filles est et reste problématique dans notre mouvement. Si elles sont au moins aussi nombreuses dans l'orga que les hommes, plus on monte dans les responsabilités moins elles sont présentes. Le dernier renouvellement du CN, le travail de propositions pour aujourd'hui nous le démontre une fois de plus.

Nous pourrions donc reconduire le groupe de travail sur cette question qui pourrait diagnostiquer, auditionner et présenter au CN, un état de la situation et des pistes de travail pour y remédier. Ce travail est bien sûr à lier avec la question de la place de femmes dans la société et un travail avec la commission vivre ensemble paraît utile. Avec des points d'étape ce travail pourrait s'inscrire dans l'année qui vient afin d'aborder notre prochain congrès dans de meilleures dispositions de ce point de vue.

Enfin, aider à développer la dimension nationale du mouvement c'est permettre l'échange d'expérience entre responsables départementaux. Nous pourrions donc régulièrement réunir ceux-ci physiquement ou par conférences téléphoniques.

2. un pôle bataille idées : réagir à l'actu, creuser le débat.

Le deuxième pôle serait composé de tout ce qui concerne la bataille d'idée et la production politique. Il regroupe les responsables de commissions.

Les commissions.

Nous avons assigné à celle-ci le double rôle de production d'outils politiques pour nos batailles et de traitement de questions politiques de fond. C'est sans doute sur ce second point qu'il reste le plus à faire. Nous sommes en effet confrontés au besoin de pousser des questions afin d'être toujours plus pertinents dans nos réponses aux défis du système. C'est le cas par exemple de la question comme le lien éducation/emploi. Nous avons isolé cette problématique pendant la LRU sans réussir à vraiment y répondre pertinemment. D'autres questions en rapport avec notre projet peuvent nous être posées.

Pour répondre à ce défi les commissions pourraient être coordonnées par un coordinateur thématique chargé d'identifier et de pousser les questions transversales avec les différentes commissions. Il pourrait également aider à préparer les débats plus globaux que nous jugerions nécessaires.

Pour la production d'outil nous décidons trop souvent un nombre important de matériels impossible à réaliser ensuite par les commissions. Il en va de notre responsabilité, pour être efficace de sans cesse adapter nos décisions à notre capacité à les mettre en œuvre.

En ce qui concerne l'organisation interne des commissions, chacune des commissions pourrait réfléchir dès demain à la meilleure manière de se répartir le travail et de communiquer entre ces membres. Des outils simples comme des « mailing liste » Complètes doivent nous y aider. L'idée d'une lettre périodique par commission peut aussi nous aider à rythmer leur travail et le faire rayonner dans le mouvement.

Mieux communiquer : une nécessité pour faire rayonner nos idées.

En fin un troisième pôle transversal au deux autres, la communication, doit nous permettre un saut qualitatif important dans notre efficacité politique. En effet, la communication est essentielle pour faire avancer nos idées. Nous pourrions donc avoir un camarade responsable de cette question. Il serait chargé de coordonner et développer différents outils : nos matériels quotidien tout d'abord en repensant la forme, moins artisanale qu'aujourd'hui, les matériels de qualité tels affiches, 4 pages couleurs et mise à disposition des fédés de matériel plus souple comme autocollants tirables ou affichettes pour développer notre visibilité dans les rues du pays. Nous devons continuer de développer notre site comme lieu ressource pour les jeunes communistes mais aussi pour l'extérieur sur nos avis, nos propositions.

La vidéo est aussi un chantier qui peut démultiplier notre audience. Nous avons commencé à développer son utilisation, l'investissement dans du matériel et l'utilisation mutuelle d'un studio avec le PCF doivent aider non seulement le CN mais aussi les fédérations.

Avant-garde :

Avant Garde est aussi un outil privilège de notre visibilité extérieure. Nous devons aller au bout des choix que nous avons faits de développer un outil de diffusion de masse et un site internet. Ce sont ainsi des dizaines de milliers de jeunes qui pourraient avoir entre les mains ou sur le net, nos idées. Le site doit notamment nous permettre de multiplier notre façon d'intervenir, de l'article de fond à, la brève dénonciatrice. Un comité de rédaction aider des volontaires dans les fédés pourrait être mis en place. Gaël, plus disponible que ces derniers temps, pourrait être chargé de mettre cela en place aidée de Lorène Barillot qui a une expérience dans ce domaine.

La bataille d'idées pose aussi bien sur la question de la formation des jeunes communistes. Nous proposons donc à nouveau un responsable sur cette question. Nous pourrions la aussi élaborer une proposition sur la politique de formation au sein du MJCF à discuter à la rentrée.

Une Coordination au service de l'animation

Pour ce qui est de la coordination nationale, lors de la consultation, beaucoup ont évoqué le nombre trop important en son sein et le manque de clarté sur qui fait quoi en dehors des responsabilités facilement identifiables... évoqué aussi une

impression de dessaisissement du Conseil national de ses responsabilités, que les Débats de la Coord échappent trop au CN, un sentiment de décalage entre la coord et le CN dans la maîtrise des débats s'est exprimé ainsi qu'une clarification de son rôle.

Selon nos statuts, la coordination nationale a en charge le bon fonctionnement du CN. Elle aide au compte rendu des débats et décision. Elle doit avoir le souci que l'ensemble des membres du Conseil National soit au courant des réunions et en maîtrise des débats. (Extrait des statuts)

La nouvelle coordination nationale doit donc un maximum s'attacher à ce que l'ensemble des membres du CN puisse être en maîtrise des débats. La mise en place de l'ensemble des outils cités précédemment doit nous aider à y parvenir. Elle devra aussi être particulièrement attentive aux membres du CN pour accompagner chacun au mieux dans sa responsabilité.

Le rôle de la coordination nationale définit dans les statuts convient à l'ensemble des membres consultés même si beaucoup insistent sur son rôle de coordonner en évoquant une tendance trop lourde à décider de trop de choses.

Il nous faut donc ensemble lever des ambiguïtés apparues lors de la consultation et clarifier son rôle: La coordination nationale prépare les CN, fait des propositions en fonction de l'actualité, que le CN discute et modifie en fonction de la discussion. Son rôle est bien de préparer les débats, d'aider à identifier les problématiques, en aucun cas de décider à la place du CN. Elle analyse, propose et met en œuvre.

La coord pourrait donc dans la prochaine période veiller à la réalisation des 3 axes proposés pour le CN :

1/ améliorer et développer le lien CN/Fédé

2/ identifier et traiter les questions essentielles qui se posent à nous aujourd'hui pour améliorer notre projet et l'organisation dont nous avons besoin pour le porter.

3/ animer et enrichir la bataille des nouveaux droits.

Plus largement, elle aiderait à l'animation des batailles nationales et des décisions du CN, assurerait son bon fonctionnement, identifierait les points idéologiques qui font débat pour mener des réflexions afin de dépasser les divergences et trouver une cohérence idéologique, devrait être en lien avec tous les coordinateurs départementaux (connaître les situations dans toutes les fédérations) et initier des projets d'activités départementaux. Ces objectifs sont développés avec un lien transparent au CN et un objectif permanent de responsabilisation des membres du CN.

Enfin, l'organisation interne de la coordination avec chaque semaine un point sur l'actualité permettrait d'être plus réactif.

Sur les critères d'entrées :

Lors de la consultation, les camarades ont fait peu de propositions d'entrée à la Coordination, insistant plus sur la nécessité de la réduire, et d'améliorer son travail. Un peu de sang neuf semble être vu également comme un élément dynamique.

Les critères de diversité géographique, diversité d'expériences, parité reviennent souvent tout comme la capacité à travailler en groupe, à animer, à mettre en responsabilité, veiller à l'unité du mouvement.

Il y a consensus autour du fait d'y retrouver les fonctions régaliennes (Sg, orga, trésor, communication, UEC), responsable de com.

La coordination précédente était au nombre de 16. Il y a 3 camarades qui quitteraient la coordination et leurs responsabilités dans le CN, (Deniz Ozturun, Manu Blasco, Cédric Clérin), 2 autres camarades continueraient d'exercer leur responsabilité au sein du CN (Sébastien Marie et Elsa Kaczmarek), Emilie Parente continuant d'en être membre sans responsabilités au moins temporairement pour raisons de santé. 2 camarades renforcerait l'équipes : Charlotte Balavoine qui aurait la responsabilité de la commission inter et qui a fourni un important travail en son sein et de Julien Iborra qui aurait celle de la commission précarités dont il était déjà animateur.

Nous proposons donc une coordination composée du secrétaire général, du responsable de la VDD, de la vie financière, du responsable de la communication, du responsable d'Avant-Garde, d'un coordinateur thématique et des 4 responsables de commissions, du responsable jeunes élus et du secrétaire national de l'UEC.

La proposition d'y ajouter une responsable aux jeunes élus est en lien avec la nouvelle donne que constitue pour notre mouvement, l'élection lors des municipales et cantonales, de nombreux jeunes communistes. Ce véritable rajeunissement pour le parti doit aussi être un atout pour notre Mouvement, pour relayer nos luttes au sein des institutions, mais aussi permettre au jeunes élus d'être accompagnés dans leur nouvelle responsabilité et de développer un travail avec les ADECR et l'ANECR, notamment sur notre bataille pour de nouveaux droits.

Cette architecture nous permet d'animer efficacement la structuration en pôle de notre CN pour permettre de répondre aux objectifs proposés de renfort du lien CN/fédéré, d'animation de nos batailles politiques, et de mieux travailler notre production politique à l'aide des responsables de commissions et du coordinateur thématique.

Le Secrétaire Général

Enfin, nous avons à traiter aujourd'hui la question du secrétaire général. Cédric a émis le souhait de quitter ces responsabilités. Comme il l'explique dans sa lettre, c'est pour lui le bon moment pour l'organisation, après l'ANA et à l'occasion de la réorganisation du CN d'impulser une nouvelle dynamique qu'il ne pense plus pouvoir incarner ; « j'ai de l'expérience mais la JC a besoin de fraîcheur. » A-t-il déclaré au journal de 20H de TF1, lors de l'annonce de son départ.

Bien sûr les délais ont été courts afin de mener ce débat, mais c'est ce même délai que nous avons eu lors du renouvellement précédent. On peut le regretter mais c'est aussi la vie de notre organisation qui veut ça.

La consultation du conseil national sur cette question a révélé une assez grande disparité d'appréciation de la situation, de la surprise pour beaucoup certains pensant très difficile de mener ce débat si vite, d'autres que les conditions pouvaient être réunies pour une transition sereine. L'immense majorité plaidant pour une solution rapide dans le contexte.

La définition de 2005 : Celui ci consistait à assurer le rôle de porte parole du mouvement et de représentation interne et externe, d'être le garant du fonctionnement, des orientations politiques définies en congrès et des statuts du MJCF. Les critères proposés dans la période, dans la consultation, sont jugés pertinents. Certains sont cependant mis en avant tel que La capacité à améliorer le lien CN/Fédés, la capacité à rassembler le mouvement ou la capacité à représenter le mouvement.

C'est la proposition de Pierric Annot qui est revenue le plus souvent comme répondant à ces critères. D'autres camarades ont également été cités comme pouvant remplir cette fonction. (Igor/Mehdi/Emilie).

L'organisation de la coordination doit permettre que le secrétaire général puisse plus que par le passé se consacrer au lien aux fédés et aider à la coordination de l'ensemble de l'activité du CN.

Pierric après réflexion, évidemment pas facile, accepterait de remplir cette fonction si le CN le décide.

Voilà globalement la proposition d'organisation de notre conseil national. Elle est ambitieuse et doit nous permettre d'avancer sur de nombreux sujets : liens aux fédérations, rayonnement extérieurs, bataille d'idées et mise en responsabilité des camarades. Elle est le fruit d'un long travail de consultation et d'élaboration qui doit être le plus utile possible pour ne pas être du temps perdu, étant donné nos moyens limités. Nous pouvons initier une nouvelle dynamique dans notre organisation et faire du mouvement jeunes communistes une organisation reconnue et utile à nos ambitions révolutionnaires.

Compte rendu :

Tout d'abord les conseillers nationaux ont salué le travail effectué pour l'écriture du rapport.

Ils partagent l'essentiel de ce qui a été proposé, notamment les objectifs politiques de l'organisation de nos directions.

La discussion s'est principalement portée sur l'organigramme de l'organisation de nos directions.

Il a été décidé qu'un bilan orga devait être entamé lors de l'été pour que le CN ait mieux connaissance de l'organisation et puisse décider collectivement, lors de sa prochaine séance, des objectifs de renforcements et de structurations.

Il a été décidé qu'en décembre nous devons faire un point d'étape sur notre fonctionnement et procéder aux rectifications nécessaires pour mieux travailler.

Il a été décidé qu'il fallait, au prochain CN, définir exactement ce que regroupe la fonction intitulée « lien aux jeunes élus » et de sa place dans notre organisation.

Il a été décidé qu'un pôle « moyens » serait mis en place autour de Xavier Toulgoat pour travailler à trouver des moyens matériels nécessaires à notre organisation.

Le CN a voté la proposition d'organisation de nos directions.

Ensuite, le CN a voté la proposition du nouveau Secrétaire Général en la personne de Pierric Annoot.

Pierric Annoot a été élu Secrétaire Général à l'unanimité. Sept conseillers nationaux se sont abstenus.

La proposition suivante a donc été votée :

Organisation du CN.

Les membres de la coordination sont en gras.

Secrétaire Général: **Pierric Annoot**

Pôle Vie des départements :

Mehdi Mokrani (orga), Magali Cheret (orga/vie fie), Julien Leger(JT), Gabriel Gau (Lyc), Paul Conchon (QP), Cyril thomas(ruralité), Anthony Daguet (com interne) François Delalleau(UEC)

Secteur vie financière: **Magali cheret**, Anne Lise Pillot, Elsa Kaczmarek, Anthony Daguet, Julien Attal(UEC), Charlyne Bouvet, Vincent Boivinet, et Nicolas Włodarczyk Xavier Toulgoat (administration),

Pôle communication :

Secteur Com externe : **Anthony Daguet**, Ghylava (vidéo), Ophélie Amiable (site internet), Elsa Kaczmarek (relation externes)

Secteur Avant Garde : **Gaël de Santis, Lorène Barillot**,

Pôle « bataille d'idées » :

Coordination Thématique : **Romain Marchand**

Commission Vivre ensemble: **Bozena Wojciechowski**, Nicolas Wlodarczyk, Lolita Garnier

Commission Savoirs/Education: **Emilie Lecroq**, Laetitia Ardil, Igor Zamichiei

Commission International : **Charlotte Balavoine** et Sébastien Marie, Yann Leroy

Commission Précarité : **Julien Iborra**, Eleanor Moody, Julien Martin

Responsable jeunes élus : **Hélène Bidard**

Coordination nationale de l'UEC: **Igor Zamichiei**, Chloé Barbier, Julien Attal, Sébastien Jolis, François Delalleau.

Groupe de travail Jeunes travailleurs : Animateur : Julien Leger
Guillaume Bulcourt – Xavier Toulgoat – Gael Rouzier – Jeoffroy Moreau –
Cyril Thomas- Fabien Marion

Groupe de travail Quartiers Populaires: Animateur : Paul Conchon
Ourouk Jawad – Mehdi Mokrani – Lolita Garnier –Natacha Funes

Groupe de Travail « Lycéens » : Animateur : Gabriel Gau,
Tristan Huchon, Gwen Herbin, Camille Poze, Julia Hamlaoui.

Groupe de réflexion « Réflexion Place Jeunes Filles dans le mouvement »
Céline Mazeau (animatrice)- Hélène Bidard – Chloé Barbier – Eleanor Moody-
Tennessee Garcia

Responsable Formation des jeunes communistes : Yann Lelann

Responsable environnement : Julien martin et Yannick Nadesan.

Administrateur : *Xavier Toulgoat*, invité permanent à la coordination nationale.
